Son Excellence Habib Bourguiba,

Président de la Tunisie.

**L’unité dans la diversité**

J’ai l’agréable devoir d’adresser à votre éminente assemblée les salutations fraternelles du peuple tunisien et ses vœux de plein succès pour nos travaux. C’est la seconde fois en peu de d’années que les Etats indépendants d’Afrique se réunissent à Addis-Abéba, ce bastion héroïque de la liberté africaine. Je ne puis, sans émotion et sans fierté, évoquer l’épopée éthiopienne. Ce fut le début d’un combat décisif qui devait se terminer, en Afrique et ailleurs, par la défaite inéluctable et définitive du colonialisme. Qu’il me soit permis, du haut de cette tribune, de rendre un vibrant hommage à la volonté inflexible et au courage indomptable de Sa Majesté l’empereur Haile Selassie Ier. L’homme, qui hier a sauvé l’honneur de l’Afrique et qui, aujourd’hui, met sa sagesse et son expérience au service de ses grands desseins.

Nous sommes venus ici avec la volonté d’examiner et, si possible, de résoudre ensemble les problèmes d’intérêt commun. Nos problèmes sont difficiles et nombreux; nous en prenons conscience chaque jour davantage. Mais ils se ramènent pour l’essentiel à trois préoccupations dominantes :

- Achever la décolonisation du continent;

- Mobiliser toutes ses ressources matérielles et morales, pour une lutte efficace contre le sous-développement;

- Jeter les bases de l’Unité africaine qui se profile naturellement au bout de la perspective d’émancipation politique et économique de l’Afrique.

Ces trois propositions sont étroitement complémentaires. Elles définissent, sur un plan universel, trois étapes nécessaires de l’éternelle lutte de l’homme pour la dignité.

**I. La décolonisation de l’Afrique**

La majorité des pays africains sont ici representés en tant qu’Etats indépendants et souverains. Comme une peau de chagrin, l’ombre de la domination coloniale se rétrécit à vue d’œil. Poussé dans ses derniers retranchements, le colonialisme s’épuise en combats d’arrière-garde – meurtriers et inutiles – ou sombre dans la haine et dans l’aveuglement. La répression fait rage en Angola et dans l’Afrique du Sud. Le feu couve au Mozabique et en Rhodésie du Sud. En présence d’une situation aussi alarmante, le devoir des pays indépendants d’Afrique est clair.

Nous devons renforcer par tous les moyens l’action poursuivie sous l’égide et dans le cadre des Nations unies, et fournir une aide suffisante et ininterrompue aux peuples qui luttent pour leur liberté et, jusqu’à cette libération, rendre intenable la position des dernières enclaves coloniales en Afrique.

Il ne serait peut-être pas superflu d’indiquer que, dans notre esprit, la décolonisation implique non seulement la fin de toute forme de domination coloniale, mais aussi l’élimination de toutes les séquelles qui tendent à perpétuer l’influence du colonialisme et à favoriser ses entreprises, avouées ou inavouables. Il arrive souvent que l’émancipation politique ne trace pas de frontière bien nette entre la dépendance et la liberté. Il faut alors une action ferme et persévérante pour éliminer, l’une après l’autre, les séquelles du statut colonial et restituer à l’indépendance son plein sens et toutes ses prérogatives.

Une telle action n’est pas exempte de risques. Mais nous l’avons jugé nécessaire, quel qu’en fût le prix, car l’indépendance, première étape dans la reconquête de la dignité, rend les peuples maîtres de leur destin. A partir de l’indépendance, tout devient possible. Et en particulier l’action méthodique, cohérente et soutenue, en vue d’améliorer la condition matérielle et morale des hommes; ce qui ouvre la voie à la réalisation du deuxième objectif, à savoir: la lutte contre le sous-dévelopement en vue d’assurer la justice et la prospérité.

**II. Lutte contre le sous-développement**

Dans une telle perspective, l’indépendance apparaît, non plus comme une fin en soi, mais comme la proclamation solennelle d’une aspiration irrésistible des peuples vers le bien-être et le progrès. L’indépendance constitue par conséquent un pas décisif vers la dignité qui n’est ainsi acquise que partiellement. Parce que la dignité n’est accessible aux peuples indépendants que lorsqu’ils sont libérés de la faim, de la maladie et de l’ignorance. Dans ces conditions l’émancipation politique de l’Afrique ne peut être qu’un prélude nécessaire à la mobilisation des énergies et de ressources en vue d’élever le niveau moral et matériel des hommes.

La lutte contre le sous-développement, engagée à l’échelle du continent africain est une entreprise d’une ampleur exceptionnelle.

Elle nécessite:

1. Une action profonde et vigoureuse sur les structures mentales en vue de réformer les structures économiques et sociales.
2. Une aide extérieure en capitaux et en cadres, donc une coopération, autant que possible équilibrée avec les pays industrialisés ;
3. Une coopération étroite et active avec les autres pays du continent africain.
4. L’action sur les structures et les habitudes cristallisées par un long passé de stagnation reflète, dans chaque cas, l’orientation économique et sociale des politiques locales. On peut noter cependant un effort assez généralisé d’exploration de la voie africaine du socialisme. Le but de cette action est de favoriser une prise de conscience globale de préparer le milieu humain à affronter les tâches du développement et d’assurer la justice entre les hommes.
5. La coopération avec les pays industrialisés, riches en capitaux, en cadres et en expérience technique, est non seulement souhaitable, mais inévitable pour les pays en voie de développement. Il n’y a pas d’alternative. Récuser une telle coopération par crainte des résurgences du colonialisme est une position qui peut se justifier sur le plan du sentiment ou de la logique pure. Mais c’est tout de même une position peu réaliste. Accepter l’aide des anciennes puissances coloniales, c’est parfois courir un risque réel, j’en conviens. Mais la refuser, c’est s’isoler et se condamner à la stagnation.

Je crois qu’il est possible de sortir de ce dilemme. Pourvu que l’on ait la volonté bien arrêtée de mettre fin à la dépendance, dès que l’on sera en mesure de le faire, on doit accepter de coopérer même si, au départ, cette coopération n’est pas toujours équilibrée. Si on l’accepte quand même et en connaissance de cause, c’est parce que c’est le seul moyen de se dégager de la dépendance. Autrement, la crainte paralysante du néo-colonialisme pourrait bien confiner les pays récemment émancipés dans un état de faiblesse chronique, donc de dépendance et de sous-développement prolongés.

Entre la coopération acceptée comme un moyen d’accéder à la liberté par le progrès économique et social, et la coopération qui sert de façade au colonialisme, il n’y a pas une différence de nature, mais de finalité. C’est avant tout une affaire de conscience pour le responsable qui l’accepte. Parce que nous savons que nous savons ce que nous voulons et où nous allons, nous n’avons jamais eu de complexe. L’indépendance de la Tunisie n’en a nullement souffert. Bien au contraire!

Si la coopération entre les pays africains et les pays industrialisés sur une base bilatérale est plus courante, malgrè les risques qu’elle peut comporter, la coopération avec les ensembles économiques a des chances d’être mieux équilibrée et moins suspecte.

L’idéal serait évidemment que l’aide extérieure, quelle qu’en soit l’origine, fut dispensée selon les besoins, sous l’égide et par les soins de l’organisation des Nations Unies. Internationalisée, l’aide aux pays sous-développés ne serait plus suspecte de servir les desseins de la guerre froide. Une telle solution ne semble malheureusment pas près d’être retenue. Dans l’état actuel des choses et étant donné les besoins pressants des pays sous-développés, nous ne pouvons faire autrement que d’accepter l’aide des pays dévelopés, en insitant toutefois sur le fait qu’elle répond à l’intérêt bien compris de ceux qui la fournissent et de ceux qui la reçoivent. C’est un pont jeté par-dessus le fossé des inégalités. Les pays mieux pourvus doivent être conscients des dangers qui menacent la paix de monde tant que l’humanité sera divisé en sous-alimentés et en bien nourris.

1. Dans le domaine de la coopération entre pays africains, nous en sommes encore au stade des approches. Les cloisonnements, les différences de tradition et de langue hérités de l’ère coloniale, l’insuffisance des moyens de transport et de communication, les particularismes, les arrière-pensées et quelque fois les malentendus n’ont guère encouragé les progrès de la coopération inter-africaine. Elle reste pourtant éminemment souhaitable dans son principe et dans ses effets.

Tout le monde reconnaît l’urgence d’une action concertée sur les marchés extérieurs. Personne ne conteste sérieusement la nécessité d’organiser des marchés intérieurs de dimensions suffisantes pour soutenir un effort d’industrialisation qui demeure le moyen le plus sûr d’arracher les économies africaines au sous-développement.

Tout nous incite donc à nous rapprocher, à explorer en commun les perspectives d’une coopération nécessaire et bénéfique, à confronter nos expériences et nos idées, à multiplier nos échanges et nos contacts afin d’élargir indéfiniment le champ de l’intérêt commun.

Des résultats encourageant ont déjà été enregistrés grâce à l’action efficace et méthodique des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il conviendrait d’appuyer une telle action et d’étendre son champ d’application à ces domaines précis, de façons à faire ressortir la solidarité des intérêts et à relever l’interdépendance qui seule préparera l’unité.

**III. L’UNITE AFRICAINE**

Dans un continent qui émerge à peine de l’ère coloniale, affaibli et divisé, l’unité a forcément une résonnance profonde et une grande force d’attraction. Mais elle est encore un noble idéal, vers lequel nous tendons et en vue duquel nous devons agir.

Nous préférons, quant à nous, voir les choses comme elles sont. Nous nous connaissons à peine et nous n’avons guère eu le temps de faire l’inventaire de ce qui nous rapproche et de ce qui nous divise. Nous avons à effacer tous les cloisonnements hérités de l’ère coloniale. Il ne faut pas oublier que l’Afrique est restée très longtemps un continent ouvert sur le monde et fermé sur lui-même.

Poser l’unité comme une chose imminente, facile, qui se fera par l’adoption d’une motion, d’un manifeste ou l’élaboration d’une constitution risque d’aboutir à des déceptions.

Nous devons bâtir sur le réel avec sagesse et pondération. Ce qui est réel, c’est que les peuples de l’Afrique aspirent à une certaine unité d’orientation, expression d’une prise de conscience commune à l’égard des problèmes du continent.

Une telle unité d’orientation est possible dès maintenant. Elle peut se dégager de nos débats. Elle peut nous aider à prendre des positions communes dans les affaires internationales, à rapprocher nos objectifs, coordonner nos efforts et harmoniser nos tendances dans la lutte pour le progrès économique et social.

Faisons ensemble l’apprentissage de l’unité! Pour mieux nous connaître, apprendre à nous estimer, à comprendre les problèmes de chacun et l’intérêt de tous. Il faut habituer les esprits à l’idée de l’unité et à ses implications matérielles et morales. Une sérieuse préparation psychologique est nécessaire, sans laquelle rien de valable ne pourrait être fait.

Car l’unité, en dernière analyse, ne peut venir que du consentement des peuples, consentement réel, profond et librement exprimé. Elle ne peut en aucun cas être imposée par les moyens de la contrainte ou de la subversion mis au service d’une volonté d’hégémonie. Le désir d’hégémonie ou le complexe de supériorité, c’est le ver dans le fruit. Lorsqu’un partenaire veut dominer dans un ensemble, c’est l’éclatement à plus ou moins brève échéance. L’expérience des dernières années est là pour en témoigner.

Nous ne croyons pas qu’il soit dans l’intérêt de l’Afrique d’aller au-devant de pareilles mésaventures. L’unité est une œuvre de longue haleine. Il ne faut pas forcer la marche de l’histoire. Nous devons construire solidement sur une base de consentement populaire, d’estime réciproque et de respect de toutes les souverainetés. Rien de durable ne saurait se faire dans le feu des improvisations hâtives et des flambées sentimentales. L’unité de l’Afrique se fera dans le rapprochement sincère, la négociation loyale et la démocratie. C’est le vœu que je forme pour l’avenir de notre continent.

La Tunisie, qui espère avoir gagné votre estime par son réalisme, son sens de la mesure et son dévouement constant à la cause de la liberté, du progrès et de la justice en Afrique, demeure disposée à faire tout ce qui peut aider à franchir le premier pas dans la voie de l’Unité africaine.

Des expériences sont en cours dans certaines régions de l’Afrique qui tendent, par des contacts périodiques, soit à l’organisation d’une coopération limitée à certains domaines techniques, soit à la mise en place progressive d’un ensemble économiquement intégré. Nous avons vu ailleurs en Afrique des tentatives plus ambitieuses et plus spectaculaires d’intégration plus poussée. Elles ont tourné court et sont finalement soldées par un certain recul de l’idée unitaire auprès des peuples.

Quoi qu’il en soit, les ententes régionales peuvent jouer un rôle important dans le développement de l’Afrique. Nous savons, en effet, que les pays industrialisés, fournisseurs d’assistance technique et d’aide en capitaux, préfèrent traiter avec des ensembles plutôt qu’avec des pays isolés. D’autre part, il est plus facile à des pays groupés au sein d’un ensemble, d’harmoniser, dans le cadre de programmes communs, leurs politiques économiques et sociales. Ainsi les ententes régionales favorisent à la fois la planification de l’aide extérieure et celle de leur propre développement.

Pour toutes ces raisons et pour d’autres qui tiennent aux affinités multiples qui existent entre nos peuples, nous avons formé de longue date, en Afrique du Nord, le projet d’édifier le Grand Maghreb arabe. Mais il a fallu attendre la fin de la longue guerre d’Algérie qui s’est terminée heureusement par la victoire de la liberté sur l’asservissement.

Nous espérons pouvoir, avec le temps, triompher des derniers obstacles et mettre en place un ensemble maghrébin valable et viable, pouvant renforcer sérieusement l’Unité africaine dont nous devons, ici-même, jeter les bases.

Cette conférence peut très bien, comme tant d’autres avant elle se terminer après beaucoup de discours éloquents et des débats animés par un certains nombre de motions, manifestes, prises de position ou déclarations d’intention qui ne changeront rien à la situation de l’Afrique.

Mais, si vous le voulez bien, notre conférence fera exception à la règle.

Alors, elle sera déterminante pour l’avenir de notre continent. Nous devons dépasser nos divergences, prendre conscience de notre solidarité, nous convaincre de notre interdépendance et fonder définitivement et sincèrement nos rapports sur la compréhension, la confiance et le respect des souverainetés.

Des propositions concrètes ont été faites, discutées et élaborées par nos ministres des Affaires étrangères. Nous ne nous séparerons qu’après les avoir mises au point. Il nous restera alors à les mettre en œuvre méthodiquement.

Ce n’est pas par je ne sais quel scepticisme que nous souhaitons, pour notre part, procéder pas à pas. C’est, bien au contraire, parce que nous avons foi dans l’Unité africaine, parce que nous la considérons comme un bien précieux, parce que nous partageons les grands espoirs fondés sur notre action pour la faire réussir, que nous voulons éviter la précipitation et les faux pas au bout desquels il y a souvent la déception et, enfin de compte, le désespoir.

Si nous savons éviter ces écueils, l’union africaine des patries pourra apporter une solution originale au problème de l’ «unité dans la diversité».

Du coup, s’en trouvera décuplé notre effort vers le bien-être et le progrès, et renforcée notre action collective pour la défense de la paix dans le monde.

Voilà les grandes taches qui nous attendent.

La délégation tunisienne les aborde avec la ferme volonté de réussir.